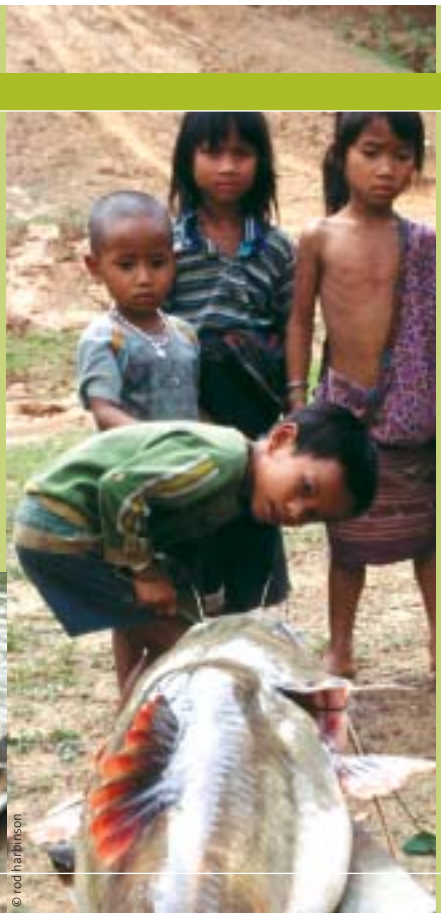
les impacts des opérations minières et de l'exploitation d'hydrocarbures

Les témoignages fournis par les communautés concernées portent à réflexion. En effet, ils prouvent, documents à l'appui, que bien des projets financés par les IFI, plutôt que de contribuer à la création de sociétés pacifiques, équitables et soucieuses de l'environnement, intensifient les conflits sociaux et provoquent des désastres environnementaux. La pollution généralisée de la terre, de l'air et de l'eau prive les gens de leurs moyens de vie et nuit à leur santé. De surcroît, les activités pétrolières et minières s'accompagnent souvent de graves violations des droits de l'homme.

étude de cas **trois**

rivières toxiques, poissons empoisonnés

la mine d'or de sepon au laos



© rod harbinson

© rod harbinson

compagnies

rio tinto [australie]
oxiana ltd [australie]

La première extraction d'or de la mine de Sepon dans le Sud du Laos, près de la frontière du Vietnam, a été effectuée en 2002. La compagnie minière australienne Oxiana Ltd., ayant reçu du géant minier Rio Tinto un apport de capital de 20%, a vite fait de mettre en oeuvre son projet de mine d'or, et elle vise une expansion rapide qui lui permettra d'exploiter également les gisements de cuivre des alentours, qui sont d'ailleurs beaucoup plus grands.

Avec la moitié de ses forêts tropicales encore intactes, le Laos est un pays d'une importance biologique exceptionnelle, renforcée par la disparition rapide, au cours des dernières années, des forêts tropicales voisines partout dans le Sud-Est asiatique. Les nombreuses rivières, alimentées par les pluies de la mousson et des forêts, se jettent dans le Mékong majestueux et constituent une source fondamentale de poisson et d'eau, tant pour l'irrigation des cultures que pour la consommation et l'hygiène de millions de personnes.

Mine d'or de Yanacocha, au Pérou.

Communautés qui seront atteintes par le projet d'oléoduc de Baku-Ceyhan.

Un mouvement mondial grandissant demande la reconnaissance de ces impacts négatifs accumulés, que l'on appelle parfois 'la dette écologique'. Dans le contexte des industries extractives, la dette écologique se réfère au pillage des combustibles fossiles et des ressources minérales par les pays industrialisés, qui laisse une traînée de forêts dégradées, d'air et d'eau pollués, de communautés divisées et de diversité biologique diminuée. Les gouvernements responsables et les institutions financières internationales doivent reconnaître leur dette écologique, réhabiliter les sites qu'ils ont endommagés ou compenser leurs habitants, et modifier leurs activités futures.

le financement de la perte de la subsistance

Tout au long de leurs opérations, les industries extractives font porter un lourd fardeau à leur entourage. La terre, l'eau, l'air et la nature s'en retrouvent pollués, par les déchets chimiques, les déversements d'effluents, le brûlage de gaz, la production de poussière et les dépotoirs.

Les déversements de pétrole, d'eaux résiduelles et de produits chimiques sont parmi les accidents environnementaux les plus graves. Ils résultent souvent du fait que les compagnies sacrifient les mesures de sécurité pour baisser leurs coûts, et mettent ainsi les gens et l'environnement dans un danger extrême. Entre 1998 et 2000, trois fuites de produits chimiques se sont produites dans la mine d'or de Kumtor, dans la république de Kirghiz, en Asie centrale. Les déversements ont empoisonné plus de 3 000 personnes, et le nombre de ceux qui en sont morts reste encore à déterminer. Les autorités de Kumtor et la Société financière internationale de la Banque mondiale refusent de divulguer l'étendue des dégâts causés par un tel désastre.

Les personnes qui habitent à proximité des mines sont hantées par le manque d'accès à l'eau potable, les effets sur les récoltes et la maladie des animaux. Et ces menaces à leur subsistance ne disparaissent pas une fois les opérations terminées. Lorsqu'un projet pétrolier, minier ou gazier est fermé, il laisse derrière lui les terres contaminées, les sources d'eau polluées et les forêts rasées.

Dans les communautés minières, ce sont en général les femmes qui subissent les pires effets de la pollution des ressources naturelles dont les activités extractives s'accompagnent inéluctablement. Les femmes, souvent responsables de nourrir leur famille par l'agriculture ou la cueillette de produits forestiers, se voient systématiquement privées de

financement **la banque européenne d'investissement considère la possibilité d'un prêt | société d'assurance-crédit à l'exportation [australie]**

un scénario à la boue de cyanure

La mine d'or d'Oxiana utilise un processus appelé 'lixiviation en tas au cyanure'. Cela consiste à broyer le matériel rocheux tiré de la mine et à l'arroser d'une solution au cyanure pour en extraire les particules d'or. Des millions de tonnes de résidus, que l'on appelle 'stériles', contiennent un cocktail toxique de composés de cyanure et de métaux lourds dangereux tels que le mercure, le cadmium et le plomb. Les effluents de l'opération sont déversés dans le fleuve Nam Kok, un tributaire du Mékong de forte biodiversité aquatique.

la subsistance perdue

Sur les 262 espèces de poissons dénombrées au Laos, 135 vivent dans le fleuve Nam Kok, ainsi que quatre espèces au moins de tortues, dont une en voie de disparition. Trois espèces de poissons figurent dans la liste rouge des espèces en péril d'extinction de l'UICN. Il s'agit d'un taux de biodiversité très élevé, si on le compare aux 36 espèces de poisson que l'on trouve dans tout le Royaume-Uni. En outre, poisson est à la base de l'alimentation des gens des lieux, car il leur apporte la moitié des protéines qu'ils consomment.

Les conséquences futures que les déchets des mines auront sur le fleuve provoquent une inquiétude croissante. Les études du milieu aquatique effectuées par Oxiana sont simplistes, et le niveau de surveillance proposé est insuffisant. Mais, de surcroît, aucune suggestion n'est faite sur les mesures à prendre s'il se trouvait que les déchets miniers étaient nuisibles à la santé des poissons et des personnes qui les mangent. Pire encore, aucun plan d'action global n'a été mis en place pour l'éventualité d'un déversement considérable d'effluents, comme il en arrive souvent dans les installations minières.

Pour faire place nette à la mine, deux villages ont été déplacés. Les cultures agricoles traditionnelles et les lieux sacrés ancestraux des peuples autochtones Lao Theung ont été détruits, sans une compensation appropriée 'terre pour terre'. En revanche, ils ont été forcés d'abandonner la culture itinérante qu'ils avaient pratiquée pendant des millénaires, et de s'adapter à l'activité sédentaire.

Aménagement d'une route pour la mine de Sepon, au Laos.

leur rôle économique traditionnel lorsque les ressources naturelles sont contaminées ou ne sont plus disponibles. En particulier, elles souffrent davantage de la pollution de l'eau, en raison de la part de cet élément essentiel dans la routine ménagère quotidienne. En outre, les femmes ont peu de chances de contrôler ou d'accéder aux avantages financiers qui découlent de l'exploitation des réserves minérales ou pétrolières. De ce fait, elles deviennent dépendantes du salaire des hommes, qui ont plus de possibilités de trouver du travail dans la mine ou dans les puits. Mais les hommes tombent souvent dans le piège de l'alcool et du jeu. Au bout du compte, les femmes perdent leur pouvoir de décision, et le foyer dispose de moins d'argent pour la nourriture et ses autres besoins.

Les études de cas présentées dans cette publication et ailleurs illustrent bien le problème de la destruction des ressources naturelles. Par exemple, la contamination et la disparition des poissons autour de l'emplacement d'une mine sont un phénomène courant. Au Laos, où la société minière Oxiana exploite actuellement la mine d'or de Sepon, avec l'appui probable de la Banque interaméricaine d'investissement, on jette du mercure dans les rivières qui se jettent dans le Nam Kok. Les pêcheurs locaux craignent l'empoisonnement par le mercure, et se plaignent d'une diminution considérable de la variété et du volume de poissons (voir étude de cas en page 12).

Un autre exemple est celui de l'eau en bouteille en provenance de la réserve de Borjomi. Il s'agit là d'un des produits d'exportation les plus importants de la Géorgie. Or, les gens des lieux ont des craintes bien fondées que l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan, qui va traverser la zone et que plusieurs institutions financières internationales ont récemment décidé d'appuyer, va polluer leurs sources d'eau minérale (voir étude de cas en page 38).

Les communautés se défendent. La lutte à Tambogrande est un exemple de conflit d'intérêts entre une communauté agricole et une société d'extraction d'or. En 1950, la vallée de San Lorenzo, au Pérou, avait reçu une subvention de la Banque mondiale pour un projet d'irrigation qui, depuis, a transformé le désert en une terre fertile qui nourrit 20 000 personnes avec sa production de mangues et de limes. L'ironie de la chose est que la même Banque mondiale a récemment été sollicitée par une société minière canadienne pour l'installation d'une mine d'or à ciel ouvert, à base de cyanure, en plein milieu de la vallée. Ce projet, que l'on appelle la Mine d'or de Tambogrande, aurait une valeur de 240 millions de dollars US et une durée de vie de dix ans. Conscients des dangers probables pour leur société et leur environnement, les agriculteurs et les résidents sont en train de résister farouchement à la mine d'or proposée, au moyen de référendums, barricades et manifestations.[3]

étude de cas **trois**

en quête d'argent pour l'or et le cuivre

En 2002, la Société financière internationale de la Banque mondiale a proposé d'appuyer le projet d'Oxiana avec 30 millions de dollars US, mais la compagnie a refusé cette offre, préférant le financement des banques européennes, dont les conditions étaient moins exigeantes. La Banque européenne d'investissement (BEI) étudie actuellement la possibilité d'un prêt de 60 millions d'euros pour l'expansion de l'industrie du cuivre. La Société australienne d'assurance-crédit à l'exportation a déjà accordé son support financier. Le Laos, un pays communiste à parti unique qui offre peu d'ouvertures à la participation démocratique, n'est pas précisément un modèle de bonne gouvernance. Mais la BEI ne s'attarde pas à considérer les droits de l'homme ni les libertés civiles.

La mine de cuivre va produire 36 millions de tonnes de déchets, et utiliser de l'acide sulfurique pour l'extraction du métal. Le problème est que lorsque les résidus rocheux sont exposés à l'air, le drainage minier acide qui en résulte contamine les sources d'eau.

Il est prévu d'extraire de l'or pour un milliard de dollars, et du cuivre pour bien plus que cela. Néanmoins, en raison des détaxes négociées par Oxiana avec le gouvernement du Laos pour le rapatriement du personnel et des revenus de la compagnie, la part des profits qui restera dans le pays ne sera que de 1% environ. Le reste va partir à l'étranger, vers les actionnaires et les cadres supérieurs d'Oxiana dans les pays riches.

D'ici douze ans, la mine sera épuisée, laissant derrière elle une bombe à retardement de déchets toxiques qui, à moins d'être correctement stockés, maintenus et surveillés pendant des années et des années, pourraient provoquer une catastrophe. Des experts miniers indépendants se sont étonnés de l'absence de planification et d'engagement financier de la part d'Oxiana pour la fermeture de la mine et la restauration du site. Ce que l'on craint, c'est qu'une fois pompée la richesse minérale du Laos, Oxiana ne prenne la fuite en laissant l'un des pays les plus pauvres du monde se débrouiller avec son héritage empoisonné.

pour plus d'information visitez les sites:
Aid/Watch Australia: ***www.aidwatch.org.au***
Amis de la Terre International:
www.foei.org/publications/pdfs/laos.pdf,
www.foei.org/cyberaction/laos.php
ECA Watch: ***www.eca-watch.org/eca/race_bottom_take2.pdf***

Un village au bord de la route vers le campement de la mine de Sepon.

Une femme de la localité passe devant un chevalement qu'un camion transporte vers la mine d'or d'Oxiana.

3 | Pour plus d'information, visitez les sites: www.tambogrande.org.pe et www.foei.org/ifi/tambogrande.html.

le financement du danger et de la mauvaise santé

Les industries extractives figurent parmi les plus périlleuses du monde. Les travailleurs y sont constamment exposés à des produits chimiques dangereux, des explosifs, des équipements lourds, du bruit, de la poussière et des déchets toxiques, souvent sans être informés des risques qu'ils courent. Cette situation est particulièrement dangereuse pour les femmes enceintes, qui sont très vulnérables au bruit et à la pollution. Beaucoup de travailleurs sont morts dans des explosions, des effondrements, des éboulements et des inondations. Certaines compagnies ne fournissent pas à leurs ouvriers un équipement de protection approprié (bottes, gants, lunettes, casques, etc.), et les postes dans les mines sont souvent peu sûrs, mal payés, et ne bénéficient pas d'assurance ni d'indemnité pour travaux dangereux.

Un effet collatéral des industries extractives est l'accroissement pour les femmes du risque de VIH/SIDA et autres maladies sexuellement transmissibles. En effet, les activités d'extraction et de construction attirent dans la région de nouveaux travailleurs, souvent des hommes jeunes. La conduite déréglée, les incidents liés à la consommation d'alcool, les jeux de hasard et la violence contre les femmes sont monnaie courante autour de ces activités. En outre, le bouleversement social et la perte des moyens de vie poussent à la prostitution les femmes et même des filles très jeunes (voir étude de cas en page 22). Beaucoup d'entre elles ne savent pas comment se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles qui, en conséquence, se répandent très rapidement. L'incidence du SIDA, par exemple, monte en flèche dans beaucoup de villes minières. Malgré cela, les institutions financières internationales n'ont aucune directive sur la prévention de cette maladie.

le financement de la militarisation et des violations des droits de l'homme

La participation des institutions financières internationales dans les industries extractives est souvent associée à l'instabilité économique et politique, à la corruption de fonctionnaires du gouvernement, aux régimes dictatoriaux et aux violations des droits de l'homme. Sous prétexte que leur rôle n'est pas politique, les IFI ne tiennent pas compte de ce genre de situations, et n'ont pas de normes sur les droits de l'homme pour les guider dans leur action. Pourtant, il est fréquent dans ces pays que les projets d'extraction attisent les tensions sociales et déclenchent des conflits armés en raison de la course forcenée qu'ils déclenchent pour le contrôle des ressources et des profits.

Les régimes autoritaires et les dictatures ont toujours appuyé les industries extractives, et réciproquement. L'embauche d'unités paramilitaires ou de personnels de sécurité entraîne des abus et des violations des droits de l'homme, et intensifie le conflit armé existant. Là encore, les IFI n'ont aucune directive sur la sécurité et les droits humains, et déclarent en revanche que leur caractère apolitique les empêche de modifier ce genre de situations.[4]

Un cas actuel et flagrant de violations des droits de l'homme en relation à l'industrie minière est celui de l'île de Mindoro, aux Philippines, où les activistes d'opposition, considérés comme des extrémistes politiques, sont la cible des opérations militaires. Au cours des deux dernières années, plus de 20 leaders communautaires et activistes des droits humains et de l'environnement, qui s'opposaient aux projets miniers, ont été brutalement assassinés.[5] Le gouvernement philippin n'a pas ordonné d'enquête indépendante sur la mort de ces leaders (voir page 10).

© rod harbinson

4 | Pour plus d'information, visitez les sites: www.tambogrande.org.pe et www.foei.org/ifi/tambogrande.html.

5 | Amnesty International ASA Index 35002 / 2003: Killings and disappearances of oppositions activists, http://people.freenet.de/ai-philippinen/Killings_jan03_infoteil.doc.

le financement de l'exclusion des peuples autochtones

Les peuples autochtones sont particulièrement vulnérables aux activités extractives, car celles-ci bouleversent leur culture, qui est la base véritable de leur survie. Les styles de vie des peuples autochtones sont enracinés dans des traditions étroitement liées aux cycles de la nature environnante, et transmises de génération en génération. Les activités des entreprises minières et d'extraction d'hydrocarbures, en détruisant les forêts, en dégradant la terre, en empoisonnant l'air et l'eau et en effaçant leur identité culturelle, brisent ces liens et mettent les peuples autochtones au bord de l'extinction physique. L'imposition de mines, de puits de forage et d'oléoducs dans les territoires autochtones viole la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail sur les Peuples indigènes et tribaux.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, l'introduction de l'argent dont s'est accompagnée l'arrivée des sociétés minières a entraîné un changement fondamental des rapports sociaux. Auparavant, les gens utilisaient un système de sécurité sociale basé sur la gratuité des biens et des services, étant entendu que ceux-ci seraient restitués lorsque cela deviendrait nécessaire. L'échange d'argent, en remplaçant l'échange de biens, met brusquement fin aux transactions personnelles, et dans certaines sociétés non monétaires le système traditionnel de sécurité est en train de se dévaluer rapidement, à mesure que les opérations minières gagnent du terrain (voir étude de cas en page 30). Faute de reconnaître les rapports spirituels et religieux des gens avec leur environnement, les compagnies bouleversent un système culturel fondé sur le respect des arbres, de la terre et de l'eau. Elles prives ces gens de leur dignité et les condamnent à une existence d'humiliation et de pénurie permanentes.

étude de cas **quatre**

le paradis saccagé

le projet camisea au pérou

compagnies

halliburton [usa]
hunt oil [usa]
pluspetrol [argentine]

Un ancien de la communauté autochtone des Shivankoreni, au Pérou.

"Il n'est pas question que nous vendions notre mère la terre. Le faire équivaudrait à abandonner notre mission de collaborer avec les esprits pour protéger le coeur du monde, qui alimente et donne vie au reste de l'univers. Ce serait aller à l'encontre de notre propre origine, et de celle de tout ce qui existe."

Déclaration du peuple U'wa de Colombie, août 1998.

"Les négociations avec les compagnies transnationales sont toujours désavantageuses pour notre pays. Ce sont elles qui en fixent les conditions économiques. Nous, en tant que communautés autochtones, nous avons tout perdu: notre terre, notre capacité de négociation, notre culture, notre sécurité. Nous ne gardons qu'un environnement endommagé et des ressources naturelles épuisées."

Armando Valbuena Wouriyu, Organisation nationale indigène de Colombie, 2003.

"Avant l'installation de la mine, notre vie était vraiment belle. Le fleuve où nous buvons, où nous nous lavons et faisons la lessive était toujours naturellement clair. L'air que nous respirions était naturellement frais, et les routes sans poussière. Mais maintenant, depuis le début de la mine mon peuple a été détruit. Leurs vies et notre environnement, nos arbres, rivières et animaux n'ont pas bonne mine comme avant. Les autochtones, femmes, enfants, parcourent de longues distances cherchant de l'eau douce pour boire, de la nourriture pour manger, et des matériaux pour se faire un abri."

Femme autochtone qui habite près de la tristement célèbre mine Ok Tedi, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui reçut l'appui de la société australienne de crédit à l'exportation EFIC. Elle ne souhaite pas être identifiée car elle craint pour sa sécurité.

La turbidité massive provoquée par l'érosion atteint le fleuve Urubamba, charriée par un fleuve traversant l'aire de construction d'un pipeline, au Pérou.

financement **banque interaméricaine de développement**

Le projet gazier de Camisea, au Pérou, est à l'heure actuelle le plus destructeur du bassin amazonien. Situé dans la vallée reculée d'Urubamba, au sud-est de l'Amazonie péruvienne, ce projet de 1,6 milliards de dollars US inclut deux gazoducs en direction de la côte du Pérou et traversant un point névralgique de la biodiversité amazonienne, considéré par les écologistes comme "le dernier endroit sur terre" à forer en quête de combustibles fossiles. Presque 75 pour cent des opérations d'extraction de gaz sont prévues à l'intérieur d'une réserve nationale habitée par des peuples autochtones qui n'ont que peu ou pas de contact avec le monde extérieur. Or, ces peuples ont été contactés de force par le consortium de Camisea, en violation de leurs droits reconnus au niveau international. En outre, le gazoduc va traverser l'une des forêts tropicales humides qui restent intactes au monde, et qui est le foyer des peuples Nahua, Kirineri, Nanti, Machigüenga et Yine. Et finalement, une usine de traitement de gaz est en construction sur la côte péruvienne, dans la zone tampon d'une réserve marine d'importance internationale.

Les principales compagnies nord-américaines impliquées dans le projet sont Halliburton et Hunt Oil, et les deux ont des rapports de longue date avec l'administration Bush-Cheney. Pour l'étape finale du projet, Halliburton est sur les rangs pour la construction de l'usine de traitement du gaz, et Hunt Oil, basée au Texas, construira l'usine de liquéfaction du gaz naturel pour l'exportation vers les Etats-Unis. Ainsi, la moitié du gaz de Camisea sera embarqué pour approvisionner le marché énergétique de la côte Ouest des Etats-Unis. Cet afflux de gaz bon marché pourrait saper les initiatives californiennes dans le domaine de l'énergie renouvelable.

le financement du changement climatique

En vue d'éviter que le changement climatique atteigne des niveaux dangereux, beaucoup de pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en signant le Protocole de Kyoto et d'autres accords internationaux. Or, ces mêmes pays continuent de subventionner l'extraction de combustibles fossiles, par l'intermédiaire de leurs institutions financières internationales. Une telle incohérence mérite une réaction immédiate.

Le changement climatique est une menace directe pour des millions de personnes. Les phénomènes météorologiques extrêmes, la propagation de maladies exotiques et les inondations vont nous atteindre tous. Des réfugiés environnementaux parcourent déjà la planète, à la recherche d'un endroit plus sûr pour vivre. La population entière de l'île Tuvalu, au Pacifique, qui sera l'une des premières à être couverte par les eaux et subit déjà l'envasement de ses fleuves, a demandé asile à la Nouvelle-Zélande. Du point de vue de la justice climatique, les pays riches devraient sérieusement réduire leurs émissions de combustibles fossiles.

Or, à l'encontre des objectifs accordés dans les traités internationaux sur l'environnement, les IFI continuent de donner leur appui au secteur des énergies fossiles. D'après l'Institut des ressources mondiales, entre 1994 et 1999 la production d'électricité à base d'hydrocarbures et le développement des industries pétrolière et gazière avaient compté pour 40% dans le commerce et le financement de projets dans les pays en voie de développement.[6] A lui seul, le groupe de la Banque mondiale avait fourni 24 milliards de dollars US pour la production d'énergie d'origine fossile entre 1992 et la fin 2002.[7]

Une fois brûlé, le pétrole transporté par l'oléoduc de Baku-Tbilissi-Ceyhan (BTC) dans la région caspienne rejettera dans l'atmosphère, d'après les estimations, 185 millions de tonnes de dioxyde de carbone. Cet oléoduc si controversé a déjà reçu, fin 2003, des fonds de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et d'autres IFI vont probablement lui apporter son soutien (voir étude de cas en page 38).

étude de cas **quatre**

Pour que le Pérou puisse recevoir des prêts du Fonds monétaire international, la condition préalable avait été, dans les années 90, d'octroyer une concession pour le projet. A présent, l'activité s'accélère afin de respecter la date d'exécution fixée pour le mois d'août 2004. Des entreprises dirigées par la société argentine PlusPetrol, dépourvues de toute expérience et précédées d'une réputation environnementale médiocre, se sont lancées dans la construction, sans montrer ni la volonté ni la capacité d'éviter les graves impacts sociaux et environnementaux qui atteignent maintenant la population locale dans son ensemble. La supervision gouvernementale est faible, et les financiers du projet semblent incapables et peu désireux d'appliquer les normes internationales pour enrayer la dévastation.

la critique de camisea

Une grande victoire pour les campagnes contre le projet a été, en août 2003, le refus de financement de la part de la banque nord-américaine Export-Import. C'était la première fois qu'un projet était rejeté, pour des raisons d'ordre environnemental, par le conseil d'administration de l'Ex-Im. Mais quelques jours plus tard, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé un prêt en faveur du projet, bien que celui-ci n'ait pas respecté les normes internationales, ni évité les terres des peuples autochtones non contactés, ni déplacé de la réserve marine de Paracas, protégée par Ramsar, le terminal d'exportation prévu.

Le refus de financement de la banque Export-Import, joint à celui de la société Overseas Private Investment Corporation et au retrait récent du Citigroup comme conseiller financier, sont autant d'indications que le projet de Camisea est risqué, autant financièrement que du point de vue environnemental et social. Il a été rapporté que le projet a déjà provoqué une érosion massive et de la pollution, et que des tactiques tendant à semer la discorde au sein des communautés ont été utilisées. Il a été affirmé également que les incursions effectuées par le projet sont en train de porter atteinte aux groupes autochtones isolés, qui manquent d'immunité contre les maladies

© jon sohn, at eeuu.

Manifestation contre Camisea devant la Banque interaméricaine de développement, à Washington DC.

6 | Institut des ressources mondiales, The Climate of Export Credit Agencies, mai 2000.

7 | Chiffres du réseau Sustainable Economy and Energy Network des Etats-Unis, www.seen.org, septembre 2002.

8 | Voir à ce sujet: Heike Mainhardt-Gibbs, The Role of Structural Reform Programs towards Sustainable Development Outcomes, août 2003.

L'extraction de métaux contribue elle aussi grandement au changement climatique, en raison du volume exorbitant d'énergie qu'elle consomme. Les secteurs miniers péruvien et tanzanien, dévoreurs d'énergie, ont déjà provoqué des déficits d'électricité et l'augmentation des importations dans ce domaine, déséquilibrant d'autant la balance de paiements des deux pays.[8] Un autre exemple du même genre est celui du gazoduc West Africa Gas Pipeline, qui transportera le gaz du Nigeria à travers le Bénin et le Togo pour alimenter les mines d'or du Ghana (voir étude de cas en page 34).

Une telle tendance doit être renversée. Les gouvernements devraient respecter leurs engagements et combattre le changement climatique en retirant leur appui aux industries extractives et en le rapportant sur les sources d'énergie renouvelable destinées à alimenter des sociétés durables.

"Autrefois, lorsque Shell travaillait ici, les maladies ont tué la plupart d'entre nous. [...] Nous savons que notre terre et nos rivières seront détruites si une autre compagnie vient ici. Les rivières seront polluées, les poissons mourront et les animaux prendront la fuite. Monsieur le Ministre, nous vous demandons: qu'allons-nous manger lorsque les fleuves seront morts et les animaux partis? [...] Nous ne voulons pas d'entreprises travaillant ici, nous voulons de l'eau propre, et une vie tranquille et paisible."

Délégation du peuple autochtone Nahua auprès du gouvernement péruvien. Extrait d'un communiqué de presse d'Amazon Watch, novembre 2003.

courantes de l'appareil respiratoire et les troubles gastro-intestinaux. Le Dr Robert Goodland a conseillé d'enquêter à ce sujet.

Camisea s'est attiré des critiques généralisées, et des célébrités et des activistes, dont Sting et Bianca Jagger, ont publiquement participé à la campagne destinée à éviter qu'il soit financé avec des fonds publics. La société civile va continuer à surveiller ce projet, ainsi que toute tentative future de développement dans cette région intacte du monde.

pour plus d'information visitez les sites:
Amis de la Terre Etats-Unis:
www.foe.org/camps/intl
Amazon Watch:
www.amazonwatch.org/amazon/PE/camisea
Centre d'information de la banque:
www.bicusa.org
Sustainable Energy and Economy Network:
www.seen.org

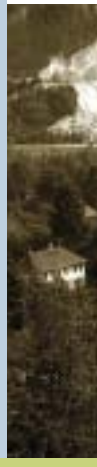
Des grues extraient des rives de l'Urubamba d'énormes quantités de matériaux de construction, sur le tracé du gazoduc de Camisea au Pérou, en août 2002.

© janet lloyd, amazon watch

Une enfant Machigüenga à Timpia. Sa communauté est l'une de celles directement atteintes par le gazoduc de Camisea au Pérou.

© antoine bonsorte, amazon watch

Un résident de Rosia Montana.



Le village de Rosia Montana.

étude de cas **cinq**

compagnie **gabriel resources [canada]**

la lutte pour un avenir rose

la mine d'or de rosia montana, en Roumanie

En octobre 2002, le Groupe de la Banque mondiale a annoncé qu'il n'allait pas financer le projet tant controversé de la mine d'or Rosia Montana, dans les belles montagnes Apuseni de la Roumanie. Autant les membres de la communauté locale que les activistes internationaux s'en sont réjouis, et proclamé leur espoir que, à l'avenir, la Banque mondiale se tiendrait à l'écart d'autres projets aussi perturbateurs pour la société et l'environnement.

des débuts de mauvais augure

Le projet, qui impliquait la construction de la mine d'or à ciel ouvert la plus grande de l'Europe, a essuyé les critiques d'une coalition internationale d'ONG, en raison d'erreurs constatées dans la présentation du projet et d'inquiétudes au sujet de la société partenaire. La compagnie Gabriel Resources, basée au Canada et inscrite à la Barbade, avait demandé au Groupe de la Banque mondiale un prêt qui, d'après les rumeurs, s'élevait à 250 millions de dollars US. Or, cette société n'avait aucune expérience préalable dans le domaine des mines, et son directeur exécutif avait été, à deux reprises, déclaré coupable de trafic de drogue. En outre, la compagnie avait lancé début 2002 un programme de réinstallation agressif, sans débat public ni évaluation d'impact environnemental.

Mais malgré le retrait du Groupe de la Banque mondiale de ce projet polémique, la compagnie est décidée à aller de l'avant. Le plan de la Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), une joint-venture constituée par Gabriel Resources et le gouvernement roumain, est draconien. La mine sera cinquante fois plus grande que le puits existant, et puisque la roche métallifère gît sous plusieurs villages, y compris celui de Rosia Montana, deux mille personnes devront déménager, de gré ou de force.

“Pendant plus de deux ans nous avons dû faire face quotidiennement à une guerre psychologique en faveur du projet. Aujourd’hui, nous avons remporté une victoire importante dans la lutte pour garder notre terre pour nos enfants. Nous nous réjouissons et nous félicitons la SFI de cette décision. Nous espérons que les autres banques et institutions financières feront de même et qu’elles rejetteront ou éviteront tout investissement dans ce projet spéculatif, non rentable et non durable qui ne peut qu’augmenter la pollution, la pauvreté et la corruption.”

Eugen David, président d’Alburnus Maior, groupe communautaire de Rosia Montana.

Des représentants de la communauté roumaine remettent en 2002 à James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, des dessins d’enfants qui ont contribué à la décision de la Banque de ne pas financer le projet.

pour plus d’information visitez les sites:
Rosiamontana.org: ***www.rosiamontana.org***
Galerie de photos de Rosia Montana:
www.sepsiszentgyorgy.info/galeria/kovacs_l_a
Amis de la Terre International: ***www.foei.org***
CEE Bankwatch Network: ***www.bankwatch.org***
voir également: "Burying People for Profits”, vidéo, FoEI (voir quatrième de couverture).

financier **le groupe banque mondiale s’est retiré**

un passé reluisant, un avenir sombre

L’or et l’argent ont été extraits dans les Apuseni – spécialement à Rosia Montana – pendant des millénaires, sans grands dégâts, du moins jusqu’à une époque récente. Mais les filons étant maintenant épuisés, les tunnels ne sont plus rentables. Le métal est dispersé partout dans les rochers, dans la proportion d’une part d’or pour un million de parts de roche. Pour l’en tirer, il faut creuser des carrières et arroser de composés de cyanure la pierre broyée. Une compagnie étatique peu rentable le fait depuis quelques décennies, à petite échelle, surtout pour créer des emplois dans la région.

Le projet transformerait la vallée de Rosia Montana, le village le plus ancien attesté en Roumanie, en quatre mines à ciel ouvert. La vallée avoisinante deviendrait un ‘étang’ non cuvelé, retenu par une haute digue, pour le stockage du cyanure. Les mines produiraient environ 200 millions de tonnes de déchets cyanurés. La coalition internationale d’ONG opposées au projet a rappelé l’expérience catastrophique de la mine d’or de Baia Mare, en Roumanie également où, en 2000, un déversement de cyanure a pollué le Danube et la Tisza, contaminant l’eau potable de 2,5 millions de personnes et tuant 1 200 tonnes de poisson.

Rosia Montana possède d’ailleurs des richesses historiques et archéologiques. L’or des Apuseni était utilisé par les Egyptiens, ainsi qu’à Rome, Mycènes et Troie. Dans certaines sections de la mine, le paysage souterrain n’a pas changé depuis presque 2000 ans, et très peu d’endroits ont été explorés. On y a découvert des tablettes de cire portant des échantillons rares d’écriture cursive romaine, des ruines et des objets de la période romaine ainsi que d’époques antérieures et postérieures. C’est la raison pour laquelle 1 038 universitaires de haut niveau des départements d’archéologie et d’histoire ont écrit au ministre de la culture, l’implorant de s’opposer au projet, à ce jour sans résultat.

mieux que de l’or

Les Apuseni sont riches en ressources autres que l’or. Le paysage y est d’une beauté saisissante. La région est chargée d’histoire et de trésors archéologiques, autant anciens qu’industriels. Elle a des forêts et de bons pâturages. Les villageois, dont la plupart pratiquent l’agriculture vivrière, ne veulent pas quitter leurs terres, malgré les sommes élevées qu’on leur offre pour leurs propriétés. Bien que beaucoup d’entre eux aient travaillé dans les mines par le passé, ils estiment que l’extraction à grande échelle, à ciel ouvert et à base de cyanure – une activité de courte durée, intensive et irréversible, qui anéantit le paysage – est inconciliable avec les activités extensives telles que l’élevage de moutons et la sylviculture. Ils se battent donc pour préserver leur vallée, en espérant que les autres institutions financières internationales et sociétés de crédit à l’exportation se tiendront, elles aussi, à l’écart du projet.